



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
et de l'appui territorial**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté n° IC-21-017  
imposant des prescriptions techniques complémentaires  
à la société MULTIMETAL à MÉRY-SUR-OISE**

Le Préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1993 autorisant la société MULTIMETAL à exploiter des installations de récupération et stockage de métaux et véhicules hors d'usage 20, route de Sognolles, sur le territoire de la commune de MÉRY-SUR-OISE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2013 actualisant le tableau de classement des installations et imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société MULTIMETAL ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 donnant délégation de signature à M. Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

**Vu** le courriel du 19 novembre 2019 de la société MULTIMETAL informant l'inspection des installations classées de leur intention de reprendre les activités de l'ancien site exploité par la société FOLLIN RECUP AUTO et d'un projet de stockage de métaux nécessitant la modification des conditions d'exploitation des installations ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées du 5 décembre 2019 référencé 2019-898 actant le changement d'exploitant et demandant au nouvel exploitant, la société MULTIMETAL, de porter les modifications des conditions d'exploitation envisagées du site ;

**Vu** le courriel du 6 août 2020 de la société MULTIMETAL justifiant de la non substantialité de la modification ;

**Vu** les courriels de l'exploitant des 2 septembre et 4 septembre 2020, apportant des éléments complémentaires à sa demande et faisant état de ses remarques sur le projet d'arrêté initial transmis pour avis par l'inspection des installations classées ;

**Vu** le rapport du 9 septembre 2020 du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

**Vu** la lettre préfectorale en date du 27 janvier 2021 adressant le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires à l'exploitant et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

**Considérant** que ce délai s'est écoulé sans observation de la part de l'exploitant ;

**Considérant** que la société MULTIMETAL souhaite modifier les anciennes activités exercées par FOLLIN RECUP AUTO (démontage et dépollution de VHU) en les remplaçant par des activités de tri/transit de métaux, relevant de la rubrique n° 2713 de la nomenclature des installations classées ;

**Considérant** que le site de la société FOLLIN RECUP AUTO est réutilisé pour réorganiser les stockages de métaux de la société MULTIMETAL et optimiser la gestion de l'établissement ;

**Considérant** que, par courriel du 2 septembre 2020, la société MULTIMETAL indique vouloir augmenter la surface de tri/transit de déchets de métaux sur son ancien site et modifier le volume de déchets de métaux collectés apportés par le producteur ;

**Considérant** que les modifications des conditions d'exploitation apportées par la société MULTIMETAL peuvent être qualifiées de non-substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient, en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement et en vue de garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, d'encadrer ces modifications par arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires à la société MULTIMETAL ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

### ARRÊTE

**Article 1 :** La société MULTIMETAL est tenue, pour l'exploitation de ses installations sises 20, route de Sognolles – 95540 MÉRY-SUR-OISE, de respecter les prescriptions complémentaires annexées au présent arrêté.

**Article 2 :** Le tableau de classement des installations est actualisé comme suit :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2710	1 – a	A	Collecte de déchets apportés par le producteur initial. 1. Collecte de déchets dangereux La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a). Supérieure ou égale à 7 t	25 t de batteries apportées par le producteur initial	25 t
2710	2 – a	E	Collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial. 2. Collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale 300 m <sup>3</sup>	1000 m <sup>3</sup> de ferrailles et déchets métalliques apportés par le producteur initial	1 000 m <sup>3</sup>
2712	1 – b	E	Stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage. b) Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m <sup>2</sup>		350 m <sup>2</sup>
2713	1	E	Transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>		2 400 m <sup>2</sup>
2791	2	DC	Traitement de déchet non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j	Découpe des métaux au chalumeau	3 t/j

(\*) A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du CE)\*\* ou NC (Non Classé)

**Article 3 :** En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MÉRY-SUR-OISE et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de MÉRY-SUR-OISE pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale d'un mois.

**Article 5 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – 95 027 – Cergy-Pontoise :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

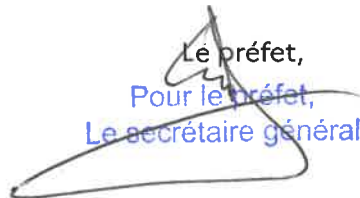
Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France et le maire de MÉRY-SUR-OISE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy-Pontoise, le

**22 FEV. 2021**

Le préfet,  
Pour le préfet,  
Le secrétaire général  
  
Maurice BARATE

